



Pauvres, mais honnêtes, nous paraissions quand nous pouvons, et notamment le vendredi 7 septembre 2019

Série X - Numéro 7



Une petite lueur d'intelligence, peut-être même d'espoir ?



Des élections doivent être impeccablement libres, transparentes et démocratiques, ou elles sont nulles. Il n'y a pas de milieu.



*Le S.G. de l'ONU, Antonio Guterres, lors d'une conférence de presse à Kinshasa.
© Radio Okapi/Photo John Bompengo*

Le 3 septembre 2019, il s'est passé quelque chose d'étrange dans la presse de Kinshasa. Bien sûr, les journaux étaient pleins de politique. Cela n'avait rien d'étonnant, puisqu'il y avait au menu de quoi faire deux pièces montées. D'une part, le S.G. de l'ONU, Antonio Guterres, se trouvait en visite à Kinshasa et avait rencontré longuement le Président Félix Tshisekedi, d'autre part, après sept mois d'attente, il y avait le débat d'investiture du gouvernement Ilunga Ilunkamba à l'Assemblée nationale.

Fidèles à leur devoir, les journalistes ont taillé de larges « tartines » sur ces sujets prévisibles, mais ils ont surtout commenté les dernières rencontres du S.G. Guterres, de l'ONU, en visite à Kinshasa. Il a, en effet, rencontré une délégation des opposants de Lamuka et les discussions ont porté sur le processus électoral qui devrait être réformé urgemment afin d'éviter les interminables disputes pré et post-électorales qui plombent jusqu'ici la crédibilité de toutes les élections congolaises et donc la légitimité de tous les gouvernements.

Question fondamentale

C'est, à notre connaissance, la première fois que, dans un cadre formel, officiel et public, des personnalités politiques africaines posent ouvertement la question de « l'exportation en kit de la démocratie représentative bourgeoise » à un personnage qui, comme S.G. des Nations-Unies, est plus ou moins, symboliquement, le « chef » de la « communauté internationale ». En langage consumériste, c'est une réclamation des consommateurs africains mécontents auprès de l'exportateur du processus électoral déficient.

Rappelons les données de base. Le 30 décembre se sont déroulées des élections dignes de toutes les précédentes, c'est à dire une farce électorale parfaitement nulle. Il est donc vain de se demander qui les a gagnées. La réponse est « personne » puisque des élections doivent être impeccables ou nulles. Il n'y a pas de milieu.

D'ailleurs, à part Martin Fayulu qui est de plus en plus seul à évoquer une « vérité des urnes », personne ne semble plus trop s'en préoccuper depuis la nuit du 5 janvier, où l'on a appris que les résultats imaginaires de la CENI donnaient la victoire à Félix Tshisekedi. La Présidence n'irait donc

plus à JKK ni à son « dauphin » Shadary ; cela signifiait la reconnaissance par le pouvoir sortant d'au moins une vérité, à savoir qu'en tout état de cause c'était l'Opposition qui devait gagner les élections ; on pourrait éviter des effusions de sang et se targuer d'une « passation pacifique du pouvoir ». A cette occasion, l'on forgea l'expression innovante, mais étrange d'« élections frauduleuses, mais satisfaisantes ».

Mais, revers de la médaille, il fallait renoncer à toute idée de véritable « alternance » puisque les « résultats » des législatives, tels que « boutiqués » par la CENI, donnaient une majorité écrasante au FCC, coordination des partisans de Joseph Kabila. Or, l'alternance concerne les partis, non les Présidents. Cette situation fut encore renforcée ensuite, le FCC s'emparant aussi du Sénat et de l'écrasante majorité des gouvernorats de province.

Tshisekedi, qui ne pourra pas dissoudre le Parlement avant 2020, avait le choix entre trois attitudes.

Il pouvait désigner un informateur chargé d'identifier une majorité gouvernementale. C'était possible sur la papier, car une fois les élections passées, la légitimité et même l'existence des coalitions électorales devenait très questionnable. Mais cela l'aurait exposé à heurter de front la majorité josphiste qui pouvait le destituer.

Il pouvait avaler la couleuvre et nommer un gouvernement unicolore FCC, ce que désiraient les « rhinocéros » josphiste. Ou encore, comme le prônaient les Udépsistes de la tendance Kabund, accepter de transformer la « cohabitation » en coalition en acceptant un PM choisi par JKK et un gouvernement où CACH et l'UDPS feraient de la figuration dans des ministères « mineurs ». Il pouvait enfin nommer un PM qui dans un premier temps aurait plutôt un rôle de « formateur » et devrait choisir ses ministres et en porter la responsabilité. C'est cette dernière solution qui a eu la préférence avec le nouveau PM Sylvestre Ilunga Ilunkamba.

Du côté opposé, c'est à dire dans le reste de ce qui a été « l'Opposition » pendant près de vingt ans, de sorte que l'on a du mal à en perdre l'habitude, la coalition Lamuka se retrouve sans Président, ni majorité. Il y a là Martin Fayulu, qui se dit le « vrai vainqueur d'élections si truquées qu'elles ne peuvent qu'être nulles, ainsi que la brochette des candidats retoqués par la Ceni sous des prétextes « judiciaires » cousus de fil blanc : Jean- Pierre Bemba et Moïse Katumbi, notamment. S'y ajoute Adolphe Muzito qui n'a jamais été à sa place au PALU très proche du marxisme, alors que lui-même est ultralibéral et n'a, de surcroît, pas les mains très propres.

Seul Katumbi a jusqu'ici envisagé de faire ce qu'il appelle une opposition républicaine », ne remettant donc pas en cause les résultats « officiels » des élections, tout en n'en pensant pas moins.

Quelles que soient les réclamations que ces gens pourraient faire, il est clair qu'elles viseraient différents aspects du processus électoral qui se sont au fil du temps et des tripotages, mués en « attrape-couillon ».

Question générale

Depuis le début de l'exportation en kit de la démocratie, que les optimistes appellent « l'avènement de la démocratie en Afrique », dans les années 1990, les États africains ont toujours organisé des élections pour élire leur président, et cela a mis fin dans certains pays à la dictature et au phénomène des partis unique s.

Chaque État s'est doté d'une constitution, d'un code électoral, et a mis en place des institutions chargées de l'organisation et de la validation des élections. C'est le cas dans certains pays de la CENI, CEI, etc... qui sont chargées d'organiser des élections et de proclamer les résultats que la cours constitutionnelle doit valider. Cela a toujours été un exercice difficile pour les Africains dans la mesure où c'est pour eux un système nouveau et importé. Et l'organisation de ces élections ne passe jamais sans problèmes.

Pour comprendre la réalité des élections en Afrique aujourd'hui, il faut les analyser en trois périodes : une période avant les élections, une autre pendant les élections et une dernière après les élections .

D'abord si l'on prend la première période qui précède l'élection le constat est général dans toute l'Afrique, il y a véritablement un problème dans l'organisation, tantôt c'est le matériel qui manque, tantôt c'est le personnel qui doit assurer la surveillance des votes, tantôt, c'est le problème du fichier électoral ou certains votant n'ont pas leur nom sur les listes. Ou ce sont d'anciens fichiers qui servent à organiser des élections pendant plusieurs mandats...Et, plus grave souvent la commission électorale n'est même pas reconnue par certains partis politiques, car c'est souvent aussi une commission électorale qui est issu de la majorité au pouvoir.

Ensuite , si l'on prend le déroulement des élections, ce sont toujours des situations difficiles car on fait face des scènes de fraudes, des électeurs qui votent alors qu'ils n'ont même pas de carte, des présidents de bureaux de vote qui bourrent les urnes pour leur candidat. Il y a presque toujours un manque d'observateurs indépendants, les commissions électorales cherchent trop souvent à faire des corrections en plein scrutin. Et cela entraîne beaucoup de conséquences sur la crédibilité des résultats. Certains bureaux de vote ouvrent avec des retards considérables, et certaines populations sortent peu pour aller voter car souvent on connaît déjà la gagnant.

Enfin, il y a la dernière période... Après l'élection, c'est souvent le moment le plus difficile pour les populations africaines car aujourd'hui rares sont les pays africains qui ne tombent pas dans un conflit après les élections. Et du fait des contestations multiples sur les résultats .il y a même dans certains pays sont deux président qui sont proclamés gagnants, l'un par la commission électorale et l'autre par la cour constitutionnelle. Et cela crée un conflit de compétence. On a du mal a comprendre le rôle de chaque institution, on assiste ainsi face a tout ce désordre a des guerres civils, des massacres.

Ainsi, ces périodes qui caractérisent les élections en Afrique produisent souvent les mêmes conséquences notamment sur les plans politique, économique et social.

Sur le plan politique c'est la division entre les parties politiques qui domine l'actualité avec ses débats ; on assiste également a la violation des textes juridiques important comme la constitution, et le code électoral, violation des décisions de certaines institutions comme la cour constitutionnelle et la commission électorale qui est chargée d'organiser les élections.

On assiste également a la rupture des relations des États ou il y a ces problèmes avec leurs voisins : sanctions diplomatiques, isolement de la communauté internationale, exclusion de certaines institutions régionales, sous régionales et internationales voilà souvent à quoi auxquelles sont exposés les États qui organisent mal les élections.

Sur le plan économique, c'est l'anarchie totale, lorsqu'un conflit post-électorale éclate. C'est l'arrêt des activités économiques, la vendeuses de fruit ne plus sortir vendre à cause de l'insécurité, les magasins sont fermés, les sociétés privés plient bagage, le poumon économique de l'Etat ne marche plus du fait souvent du non-financement par les bailleurs de fond qui exigent la paix d'abord.

Enfin, sur le plan social, les populations sont divisés entre sudistes et nordistes ou entre chrétiens et musulmans, les populations s'entretuent, on assiste a des massacres, a l'exode, car beaucoup sont obligés de fuir des guerres, et plus grave dans ces conflits les femmes sont violées, le viol érigé en un aspect de l'art de la guerre, les enfants sont transformés en enfants soldat, il y a profusion d'orphelins et de veuves et souvent ces populations ont ensuite du mal a se réconcilier entre elles .

Avec toutes ces conséquences, les puissances impérialistes on la plupart du temps la mainmise dans sur toutes ces crises avant, pendant et après les élections ,car ils profitent de ces divisions internes entre les Africains pour mieux pomper les richesse du continent et amener des chefs d'Etat qui leur seront dociles, des chefs d'Etats que le peuple n'a pas choisi mais comme ils sont, par exemple, pour la Françafrique. L'on favorise leur arrivée au pouvoir et on maintient ces

chefs d'Etat pendant des décennies alors qu'on nous parle de démocratie au moment même où on organise des élections truquées, frauduleuses, où la volonté du peuple est détournée .

Les Kenyans ont eu le courage de déclarer une élection nulle et de la recommencer, avec d'ailleurs un résultat identique au précédent. Mais on aurait grand tort de penser que c'était là de l'argent perdu.

« La main qui donne est toujours au-dessus de celle qui reçoit »

Alors que certains proverbes africains sont parfois difficiles à comprendre, celui-ci est parfaitement clair.

Dès le départ « l'exportation de la démocratie en kit » se heurtait à un certain souverainisme des Africains. Il était assez compréhensible, après tout, de la part de gens encore récemment colonisés. D'autant plus qu'ils n'ont pas tardé à s'apercevoir que la liste des généreux donateurs qui leur veulent tant de bien ressemble étrangement au répertoire des pays ayant de grosses entreprises auxquelles les matières premières extraites ou cultivées dans leur pays sont indispensables¹. De quoi inspirer certains soupçons !

Mais, simultanément, ils sont très méfiants envers leurs compatriotes et, au moment de tout incident de quelque gravité, réclament à cor et à cris des enquêteurs, experts, des techniciens, des juges, des arbitres... qu'ils veulent « neutres », « impartiaux », ce qui, dans ce contexte, se traduit fatalement par « étrangers ».

Or, lorsqu'on en arrive à devoir constater que le processus électoral est plus troué qu'une passoire et que le bon sens commande d'annuler les élections et de les recommencer, que se passe-t-il presque inmanquablement?

Les frais tant pour l'état (personnel de la commission électorale, bulletins de vote...) que pour les candidats (toute une campagne électorale, meetings et affichages compris, à refaire), sont considérables. Les caisses de l'état sont bien sûr à sec, comme toujours. Le vainqueur contesté (càd. dans 99 % des cas le président sortant) est fort riche, ayant passé son (ou ses) mandat(s) à mettre à sec les caisses de l'état, mais il ne va pas « organiser des élections pour les perdre ». Ses challengers sont du même avis ou alors ils n'ont vraiment pas de pognon.

On se tourne alors vers la « communauté internationale », avec dans un œil l'humilité servile du quémandeur et dans l'autre (celui qui est tourné vers l'intérieur du pays) le dégoût hautain du vrai patriote. Difficile d'avoir deux expressions dans une seule figure ? Détrompez-vous ! Les Présidents apprennent cela à leurs fils dès le plus jeune âge.

Mais la « communauté internationale » n'a pas trop envie, elle non plus, de « cracher au bassinet ». Tant qu'à faire, il lui plaît bien davantage d'applaudir à des « partages du pouvoir » où le challenger mécontent se trouve bombardé Premier Ministre du « vieux tyran », comme ce fut le cas de Tsvangirai avec Mugabe, de Raila Odinga avec le vieux Kenyatta, de Outtara avec Gbagbo pendant un court moment, élaborer des formules encore plus alambiquées comme le « 1+4 » congolais de joyeuse mémoire. Il lui arrive aussi de ne rien voir (Le Burundi, sans doute, est trop petit et le Tchad, trop utile à la France) ou de se réfugier dans la formule « *Oui, il y a eu des irrégularités, mais elles ne sont pas assez importantes pour inverser les résultats* », sans cesser, par ailleurs, de prêcher la démocratie et la transparence des scrutins !

Allez vous étonner, après cela, que les Africains s'y retrouvent assez mal et pédalent sans ka semoule, comme Devos Kitoko disant à Guterres : *''Le président que vous avez rencontré, n'est pas celui que les congolais ont élu massivement à travers la république''*.

¹ Cela peut se jouer « à quatre mains ». Les USA ont en RDC des intérêts stratégiques mais peu d'intérêts commerciaux. Mais ils sont très dévoués à Israël et Dan Gertler, l'un des principaux pillards de la RDC est israélien, et de droite comme Netanyahu.

Le bras-droit de Fayulu a réclamé la vérité des urnes et le respect des résultats de la présidentielle passée, alors qu'une élection frauduleuse ne peut pas avoir de résultat !

Le message phare est passé, explique-t-il néanmoins, insistant sur le fait que le choix du peuple doit être respecté et que les Nations unies doivent intégrer cette donnée.

Malgré la reconnaissance internationale dont jouit Félix Tshisekedi, Martin Fayulu ne désarme pas. Il se considère toujours comme le président élu et poursuit son combat pour la vérité des urnes.

Face à la léthargie de Lamuka, le leader de l'Ecide avec Muzito et Mubake, ont décidé de muer la Dynamique de l'opposition en la Dynamique pour la vérité des urnes. *''Il est question de garder la flamme du combat face à l'usurpation actuelle du pouvoir du peuple congolais par les deux alliés en coalition ouverte aujourd'hui''*, a expliqué un radical de Lamuka.

Guterres et le processus électoral



Devos KITOKO, secrétaire général de l'Ecide et la délégation de Lamuka avant de rencontrer le secrétaire général de l'ONU² © Ouragan FM

Nous en venons ainsi à cette journée du 3 septembre où le processus électoral a ravi la vedette à une investiture gouvernementale pourtant attendue depuis sept mois.

Le Potentiel et **Le Maximum** titrent *« Lumbi à Guterres: Le peuple congolais attend de l'ONU une implication pour garantir la transparence du système électoral »*.

Dans l'éventail de la presse, **Le Potentiel** est le quotidien le plus proche de Lamuka, son patron étant Modeste Mutinga, ex-sénateur et ami politique de Pierre Lumbi. Il est aussi traditionnellement favorable à tout ce qui vient du Grand Katanga, donc à Moïse Katumbi. Voici l'article ;

« Dans la foulée de ses entretiens avec les responsables politiques rd congolais, le 1er ministre Ilunga Ilunkamba et la présidente de l'Assemblée nationale, Jeanine Mabunda, Antonio Guterres a reçu une délégation de l'opposition-Lamuka conduite par le G7 Pierre Lumbi et le MLC Fidèle Babala Wandu.

² *« Devos Kitoko à Guterres : ''Le président que vous avez rencontré, n'est pas celui que les congolais ont élu '' »*, par Landry Amisi **Ouragan Fm** / MCP, via mediacongo.net 03.09.2019,

En séjour en République démocratique du Congo, le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, s'est entretenu lundi à Kinshasa avec la délégation de Lamuka, conduite par Pierre Lumbi. La principale force politique de l'opposition tient à jouer son rôle pour la sauvegarde de la démocratie en RDC. Après les élections chaotiques de décembre 2019, Lamuka espère « un changement fondamental » et des « réformes structurelles pour consolider l'État, restaurer son autorité, relancer l'économie nationale et améliorer sensiblement les conditions de vie des populations congolaises ». Guterres a confirmé son accompagnement : « Les Nations unies n'abandonneront pas le peuple congolaise ».

Malgré l'alternance démocratique de janvier 2019, la stabilité de la République Démocratique du Congo reste encore un objectif lointain. A NewYork, siège des Nations unies, on est bien conscient de cette évidence. Sans compter la persistance du virus Ebola qui est venue fragiliser davantage une paix précaire dans cette partie de la RDC. C'est ce qui explique le déplacement du secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, en RDC.

Comme pour marquer son adhésion à l'effort national international qui se déploie dans l'Est de la RDC pour venir à bout du virus Ebola, le n°1 de l'ONU a entamé son séjour congolais par la ville de Goma. C'est tout un message. La fin d'Ebola et le retour à une paix durable dans l'Est, les Nations unies y tiennent. Et Antonio Guterres l'a fait savoir à tous ses interlocuteurs. Aussi bien au chef de l'Etat, aux présidents de deux Chambres du Parlement, au Premier ministre qu'à la délégation de l'opposition, essentiellement Lamuka, qu'il a reçue lundi à Kinshasa.

LAMUKA INTERPELLE L'ONU

C'est Pierre Lumbi qui a conduit la délégation de Lamuka auprès d'António Guterres. Fidèle Babala du Mouvement de Libération du Congo (MLC) et Devos Kitoko Mulenda de l'Engagement pour la citoyenneté et le développement (ECIDE) de Martin Fayulu ont également pris part à cette rencontre.

L'occasion faisant le larron, les représentants de Lamuka ont remis au patron de l'ONU un mémo qui résume la situation précaire que traverse la RDC, malgré le semblant d'alternance démocratique de janvier dernier. Ce mémo dresse aussi une situation sécuritaire désastreuse, envenimée dans la partie Est par l'extension du virus d'Ebola.

Au terme de la rencontre, Pierre Lumbi a tenté de résumer l'essentiel de leurs échanges. « Nous lui avons fait part des élections chaotiques que nous avons connues. Nous avons également fait le point sur la situation politique, sécuritaire et économique. Il nous a également brossé la situation sur les contacts qu'il a eu à travers le pays », a-t-il déclaré, suivant des propos rapportés par actualite.cd.

Lamuka attend de l'Organisation des Nations unies son implication effective pour garantir la transparence du système électoral congolais. Dans le mémo qu'il a remis au secrétaire général des Nations unies, Lamuka rappelle que « pour restaurer à jamais le peuple dans son statut de souverain primaire, conjurer les putschs électoraux et éviter que les Congolais ne croient plus aux élections comme mode d'accès au pouvoir, Lamuka tient à ce que des réformes substantielles soient réalisées avant les nouvelles élections ».

La principale force de l'opposition note que « ces réformes concerneront notamment la Cour constitutionnelle, la CENI, le Conseil Supérieur de l'Audio-visuelle et de la Communication, la Commission nationale des droits de l'Homme et tant d'autres. Ces réformes doivent se faire dans le cadre d'un dialogue réunissant les forces politiques les plus représentatives du pays ».

A cet effet, « Lamuka espère un changement fondamental et que les réformes structurelles requises seront opérées pour consolider l'État, restaurer son autorité, relancer l'économie nationale et améliorer sensiblement les conditions de vie des populations congolaises ».

Lamuka est d'avis que les Nations unies devront jouer un rôle pour amener tous les acteurs politiques de la RDC à s'inscrire dans la voie de ces réformes indispensables.

Selon Pierre Lumbi, Antonio Guterres a prêté une oreille attentive aux revendications de Lamuka. « Le secrétaire général de l'ONU nous a fait le point sur les contacts qu'il a eu à travers le pays. Ce qui est important, c'est que nous nous sommes plus ou moins mis d'accord pour continuer les contacts afin que nous puissions voir comment réaliser des réformes institutionnelles qui nous permettent de ne plus revivre ce que nous avons vécu en 2018 notamment la réforme de la Cour institutionnelle, de la CENI, et aussi pour que plus jamais un président de la République ne puisse vassaliser toutes les institutions de l'Etat (...) », a indiqué Pierre Lumbi.

Le plus évident est qu'au-delà des réformes qui s'imposent pour redéfinir le cadre d'organisation des élections, tout comme la nécessité de stabiliser la partie Est de la RDC, Antonio Guterres a donné toutes ses assurances, résumant tout son engagement par une phrase. « Les Nations unies n'abandonneront pas le peuple congolais », a-t-il déclaré.

A propos des réformes du système électoral, le président Félix-Antoine Tshisekedi avait déjà annoncé une initiative allant dans ce sens, promettant « des réformes institutionnelles ainsi que des entreprises publiques propres à créer des conditions propices à une croissance économique forte ».

Lamuka ne veut pas rester en marge de cette initiative. « Nous estimons qu'il faut qu'il y ait des réformes institutionnelles mais qui ne doivent pas se faire de façon unilatérale. Elles doivent se faire avec toutes les forces politiques représentatives de la nation congolaise », a-t-il dit.

Le chef de la délégation de l'opposition politique a également fait état d'échanges avec Antonio Guterres autour de « la situation sécuritaire à Beni, au Sud-Kivu dans le Minembwe, dans d'autres parties du pays. Il y a eu des convergences, nous nous sommes plus ou moins entendus. Il nous a dit que les Nations-Unies vont tout faire pour renforcer les brigades spéciales afin d'aider notre armée à mettre fin à cette situation d'insécurité ». Sans doute, après le départ du secrétaire général, on doit s'attendre à ce que les lignes bougent – dans le bon sens certainement. Il s'agit pour les leaders de Lamuka de sauver la démocratie congolaise, en perdition depuis, disent-ils, le putsch électoral de décembre 2018 ».

L'Avenir consacre sa Une au face-à-face Tshisekedi-Guterres. Ce journal fait partie d'un groupe multimédia du même nom, appartenant à Pius Muabilu, membre éminent du FCC. On le surnomme parfois « *Le Moniteur du Joséphisme* ». Il titre : « *Un vent d'espoir souffle en Rdc* ».

Les deux personnalités sont convenues que la Monusco (Mission des Nations Unies pour la stabilité au Congo) puisse renforcer sa capacité d'action contre les rebelles ougandais des ADF qui terrorisent depuis lurette dans la région de Beni au Nord-Kivu et dans d'autres coins de l'Est de la Rdc, rapporte-t-il avant d'ajouter : « *Le secrétaire général des Nations Unies assure également que la coopération entre la Monusco et les Forces armées de la République démocratique du Congo (Fardc) sera renforcée « pour mieux répondre aux préoccupations sécuritaires des populations face à cette menace qui est non seulement congolaise, mais vraiment déjà une menace internationale ».*

« *Antonio Guterres : un vent d'espoir souffle en en Rdc* », titre **Forum des As**, journal indépendant mais souvent très proche du camp Kabila.

Pour ce dernier, « *Visiblement satisfait après sa rencontre avec le président Félix Tshsekedi, Antonio Guterrres a lancé : « J'ai pu constater qu'un vent d'espoir souffle en Rdc, qu'il y a une opportunité à saisir ».*

Ce bel optimisme n'empêche cependant pas **FdA** de titrer aussi « *LAMUKA préconise des réformes institutionnelles / Ces changements doivent se faire dans le cadre d'un dialogue réunissant les forces politiques les plus représentatives, souligne Pierre Lumbi qui a conduit hier une délégation de la principale plateforme de l'opposition auprès du SG de l'ONU* ».

« *L'avenir de la RD Congo est l'affaire de toutes ses filles et de tous ses fils. Pour ne plus avoir à revivre l'expérience électorale de 2018, LAMUKA, la plateforme d'opposants, entend mettre la main à la pâte des réformes institutionnelles annoncées du pays. Dans un mémo remis hier lundi 02 septembre au Secrétaire Général de l'ONU, Antonio Guterres, en visite à Kinshasa, par une délégation de LAMUKA conduite par Pierre Lumbi, le regroupement cher à Moïse Katumbi demande à être impliqué dans " les réformes substantielles à réaliser avant les prochaines élections . Et ce, aux côtés de la coalition FCC-CACH au pouvoir. Le vent de l'opposition républicaine serait-il en train de souffler sur la plateforme née à Genève ?*

" Pour restaurer à jamais le peuple dans son statut de souverain primaire, conjurer les putschs électoraux et éviter que les Congolais ne croient plus aux élections comme mode d'accession au pouvoir, LAMUKA tient à ce que des réformes substantielles soient réalisées avant les nouvelles élections. Ces réformes concerneront notamment, la Cour constitutionnelle, la CENI, le Conseil Supérieur de l'Audio-visuelle et de la Communication, la

Commission nationale des droits de l'homme et tant d'autres. Ces réformes doivent se faire dans le cadre d'un dialogue réunissant les forces politiques les plus représentatives du pays ", lit-on dans les extraits dudit mémo que **Forum des As** a pu consulter.

"Nous estimons qu'il faut des réformes institutionnelles mais qui ne doivent pas se faire de façon unilatérale. Elles doivent se faire avec toutes les forces politiques représentatives de la nation congolaise", déclare Pierre Lumbi.

Et ces forces politiques et sociales les plus représentatives sont LAMUKA d'un côté et la coalition FCC-CACH de l'autre. Pour LAMUKA, il est impérieux que les Nations-Unies contribuent à promouvoir le dialogue entre ces forces " pour faire aboutir ces réformes par la consensualité républicaine nécessaire à la paix civile plutôt que par le jeu des majorités parlementaires arithmétiques et sans prise réelle sur le peuple".

LAMUKA dit espérer un changement fondamental et que les réformes structurelles requises seront opérées pour consolider l'État, restaurer son autorité, relancer l'économie nationale et améliorer sensiblement les conditions de vie des populations congolaises." Le Secrétaire Général de l'ONU nous a fait le point sur le contact qu'il a eu à travers le pays. Ce qui est important, c'est que nous nous sommes plus ou moins mis d'accord pour continuer les contacts afin que nous puissions voir comment réaliser des réformes institutionnelles qui nous permettent de ne plus revivre ce que nous avons vécu en 2018 notamment la réforme de la Cour institutionnelle, de la CENI... ", a déclaré Pierre Lumbi aux médias.

La situation sécuritaire du pays était également au menu des échanges d'António Guterres avec les opposants Rd congolais." Nous avons parlé de la situation sécuritaire à Beni, au Sud-Kivu dans le Minembwe, dans d'autres parties du pays. Il y a eu des convergences, nous nous sommes plus ou moins entendus. Il nous a dit que les Nations Unies vont tout faire pour renforcer les brigades spéciales afin d'aider notre armée à mettre fin à cette situation d'insécurité", rapporte le vice-président de "Ensemble pour le changement". La délégation de LAMUKA, outre Pierre Lumbi, était composée de Fidèle Babala du Mouvement de Libération du Congo, MLC, et Devos Kitoko Mulenda de Engagement pour la citoyenneté et le développement, Ecidé.

Avant de recevoir les opposants, le SG des Nations-Unies a rencontré le Chef de l'Etat, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, le Premier ministre Sylvestre Ilunga Ilunkamba, le président du Sénat Alexis Thambwe Mwamba et la speaker de la Chambre, Jeanine Mabunda.

Antonio Guterres ne s'est pas seulement arrêté à Kinshasa, il a également visité l'Est du pays. Notamment Goma, Beni et Mangina.

A Kinshasa, le numéro 1 de l'ONU était accompagné de son adjoint chargé des opérations de maintien de la paix, Jean- Pierre Lacroix et du Directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom ».

La Prospérité, dont la position sur l'achiqier politique est assez semblable à celle de **FdA**, s'intéresse aux « Réforme institutionnelles urgentes avant les prochaines élections -- FCC-CACH : Lamuka exige un dialogue sous l'arbitrage de l'Onu ! », voilà pourquoi, Lamuka estime qu'il est impérieux que les Nations Unies contribuent à promouvoir le dialogue entre les forces politiques et sociales les plus représentatives (LAMUKA d'un côté et la coalition FCC-CACH de l'autre côté) pour faire aboutir ces réformes par la consensualité républicaine nécessaire à la paix civile plutôt que par le jeu des majorités parlementaires arithmétiques et sans prise réelle sur le peuple. Aussi, pour restaurer à jamais le peuple dans son statut de souverain primaire, conjurer les putschs électoraux et éviter que les Congolais ne croient plus aux élections comme mode d'accession au pouvoir, LAMUKA tient-il à ce que des réformes substantielles soient réalisées avant les prochaines élections. Ces réformes concerneront notamment, la Cour constitutionnelle, la CENI, le Conseil Supérieur de l'Audio-visuelle et de la Communication, la Commission nationale des droits de l'homme et tant d'autres.

On reparle de recensement

Les surprises continuent, le lendemain 4 septembre, sur **DigitalCongo**, site longtemps surnommé « La Voix de Soeur » puisqu'il relève du groupe MMC, propriété de Jaynet, le sœur de Joseph Kabila (photo page suivante).

DigitalCongo relève que « Devant Sylvestre Ilunga, Jaynet Kabila insiste sur le recensement de la population »



« Après l'audition, hier, mardi 3 septembre, du discours-programme du Premier ministre, Sylvestre Ilunga, par les députés, certains élus ont formulé des questions et recommandations au chef du gouvernement. La députée Jaynet Désirée Kabila a demandé au nouveau Premier ministre de prendre en compte l'urgence du recensement de la population dans son programme. Comme en 2012,

devant Matata Ponyo, la députée Jaynet Désirée Kabila Kyungu³ est revenue sur la nécessité d'organiser un recensement général de la population congolaise. Lors

de la plénière sur l'audition du programme du gouvernement Sylvestre Ilunga faite le 3 septembre 2019, l'élue de Kalemie a demandé au Premier ministre de prioriser le recensement général de la population dans son programme. « Je me souviens que cette question a été politisée [en 2015, Ndlr]. Cela ne nous a pas permis d'aller plus loin », a-t-elle déclaré du haut de la tribune. Avant de faire savoir :

« Cette question nous rattrape aujourd'hui (...). Ces données sont importantes pour l'élaboration des politiques de développement durable avec précision et efficacité ».

L'élue de Kalemie a fait remarquer que les estimations de 80 millions de Congolais ne tiennent pas statistiquement, si l'on se réfère au dernier fichier électoral de 45 millions d'électeurs enrôlés pour les scrutins de 2018. Pour elle, les enfants, naturellement non enrôlés et les majeurs qui n'étaient pas aussi identifiés par la CENI, représentent une plus grande majorité. Et que si ces estimations sont additionnées avec le chiffre de 45 millions d'enrôlés, le nombre exact de Congolais pourrait aller au-delà de ce que l'on pense aujourd'hui. « Même à 90 ou 100 millions d'habitants », a-t-elle calculé. Avant d'appeler le Premier ministre, Sylvestre Ilunga, à prioriser cette importante question du recensement général dans son programme.

Elle a aussi rappelé que la dernière fois que l'Etat s'est livré à cet exercice remonte en 1984 où le Recensement scientifique de la population (RSP) chiffrait le nombre de Congolais à 30,7 millions d'habitants. Ce qui, aujourd'hui, pourrait tripler... »

Mais il y a mieux ! Le même jour, le même site **DigitalCongo** publie que « Félix Tshisekedi annonce l'identification biométrique des Congolais d'ici 2020 ». Et en voici la teneur

« Le Chef de l'Etat a lancé un appel aux différentes provinces à s'approprier le numérique auquel il attache une grande importance car il veut voir la culture numérique gagner toutes les couches des Congolais.

Le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi a ouvert le mardi, 03 septembre 2019 au Pullman Hôtel, l'atelier sur la validation du Plan national du numérique horizon 2025 devant près de 250 participants venus des différents secteurs congolais.

Plusieurs annonces d'envergure ont été prononcées par Félix Tshisekedi au cours de son speech entre autres, l'organisation en 2020 d'un forum panafricain Africa Digital à Kinshasa, la création de l'Agence de développement du numérique(Adn) afin de doter le pays d'un établissement public, la mise en place d'un conseil national du numérique, le lancement de la campagne d'identification biométrique de tout Congolais d'ici 2020, l'instauration d'un système de visa électronique....

Des recommandations sont attendues sous forme d'une feuille de route consensuelle et inclusive en n'oubliant aucune province, afin de baliser le chemin d'une transition numérique d'envergure pour emmener la nation vers un nouvel horizon.

Dans son allocution d'ouverture, le Chef de l'Etat a précisé le bien fondé de cet atelier pour la RDC.

« Les technologies de l'information et de la communication font désormais partie de notre quotidien, dont le numérique est la résultante technique de plus avancé. La révolution numérique est en marche et elle s'impose à nous tous », a dit en substance, Félix Tshisekedi.

Pour la réussite de la transition numérique, le Chef de l'Etat a révélé que l'agenda doit répondre aux rendez-vous présents et avenir, car les enjeux de cette transition portent sur les multimédias, l'intelligence artificielle, l'intelligence économique, l'internet des objets,

3 C'est l'une des très rares fois où Melle Kabila fait état de son troisième nom, qui est le pendant du « Kabange » de son frère Joseph. Il est un usagve très répandu, au Congo, de donner aux jumeaux des noms qui vont par paires.

l'administration électronique, les techniques d'identification biométrique, l'attribution des adresses, internet Ipri sites et autres...

Pour éviter que le cyber monde évolue sans la RDC, un référentiel programmatique est nécessaire au niveau national, Félix Tshisekedi a regretté que jusqu'à ce jour, la RDC ne s'est jamais doté d'un cadre stratégique en la matière.

C'est pourquoi sa vision a-t-il précisé est « de faire du numérique congolais un levier d'intégration de bonne gouvernance, de croissance économique et de progrès social ».

Et de souligner : « Dans mon programme, je fais de l'homme, le centre de mon action et de bonne gouvernance, le socle de la croissance économique, une société solidaire et le développement durable ».

Pour Félix, le numérique va contribuer à la performance de l'économie congolaise, au renforcement de la sociabilité, la lutte contre la pauvreté....

A l'aube du numérique, nous devons projeter la modernisation de l'Etat, la transparence dans la gestion, régler l'écosystème, lutter contre la cybercriminalité...

Par ailleurs, le Chef de l'Etat a salué le travail de titan accompli par les experts qui ont produits un draft 0 de qualité.

Les provinces appelées à s'approprier le numérique

Félix Tshisekedi a lancé un appel aux différentes provinces à s'approprier le numérique auquel il attache une grande importance car il veut voir la culture numérique gagner toutes les couches des Congolais.

Ainsi, a-t-il émis le vœu de voir ressortir au cours de cet atelier des recommandations qui seront coulées sous forme d'une feuille de route consensuelle et inclusive en n'oubliant aucune province, afin de baliser le chemin d'une transition numérique d'envergure pour emmener la nation vers un nouvel horizon.

Le conseiller spécial du Chef de l'Etat en charge du Numérique, Dominique Migisha, salué la tenue de ses assises car pour lui, il était temps que la RDC puisse effectivement basculer vers le monde numérique. « A l'heure où la RDC redéfinit à la hausse ses ambitions, à l'occasion de l'alternance politique historique à laquelle nous venons d'assister, l'élaboration d'une stratégie du numérique s'est imposée comme choix existentiel afin d'impulser de manière définitive la croissance et le développement tant attendus par nos populations », a indiqué, Dominique Migisha.

Le plan numérique en chantier s'inscrit dans la vision du Chef de l'Etat qui veut voir les Congolais vivre réellement le numérique dans leur vie quotidienne.

Ainsi, 4 piliers stratégiques ont été identifiés :

Les infrastructures, la production et l'hébergement du contenu, les usages applicatifs, la gouvernance et la régulation.

Il sied de relever que cet atelier va prendre fin le 05 septembre 2019 ».

*Pour la bonne bouche, ajoutons que cet article à la gloire de Félix était orné d'une photo reproduisant, presque grandeur nature, une affiche annonçant le *Plan national du numérique horizon 2020*, dont la figure centrale est une photo en pied du Président Félix Tshisekedi Tshilombo.*

On se croirait en campagne électorale !

*Toujours le même jour, **La Tempête des Tropiques** titre « Pour la meilleure tenue des prochaines élections : Fatshi soutient l'identification biométrique en RDC », ce qui est moins étonnant car **La TdT** est, dès l'origine, un soutien indéfectible de l'UDPS.*





Le Président Félix Tshisekedi lors du lancement du plan national du numérique à Kinshasa © Erick Ks

« Cela doit permettre à l'Etat congolais de disposer d'un registre national de la population d'ici à 2020, longtemps réclamé par la centrale électorale, des organisations exploitant la thématique élection et éducation civique et autres experts en matière d'élections! La CENI (Commission Electorale Nationale Indépendante), des organisations de la société civile exploitent la thématique élection et éducation civique, ainsi que de nombreux experts en matière électorale n'ont jamais cessé d'exiger l'organisation du « recensement général » dans le pays, surtout que le tout dernier a eu lieu en 1984, il y a donc 35 ans passés, pour permettre notamment la tenue des meilleures des élections dans le pays. Des rapports ont été publiés, particulièrement par la centrale électorale congolaise, pour démontrer l'importance du recensement général pour un pays, non pas seulement dans l'organisation des élections, mais aussi dans la planification des stratégies de son développement.

Au niveau de la CENI, la non-organisation du recensement, depuis plusieurs années, fait que le fichier électoral a toujours été révisé afin de le mettre à jour, notamment par rapport aux nouveaux majeurs, qui doivent être inscrits sur la liste électorale une fois l'âge de la majorité atteint. C'est dans ce cadre que le chef de l'Etat, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, a annoncé le lancement dans les tous prochains jours de l'opération d'identification biométrique de tous les citoyens, en vue de doter le pays d'un registre national de la population d'ici 2020. C'était à l'occasion de l'ouverture de l'atelier pour la validation du « Plan national du Numérique » dénommé « Horizon 2025 », qui se déroule du 3 au 5 septembre 2019 au Pullman Grand Hôtel de Kinshasa.

Une façon pour Fatshi d'approuver l'une des grandes recommandations pour la tenue de meilleures élections en République Démocratique du Congo. C'était aussi une occasion pour le président de la République d'annoncer la création d'un Conseil National du Numérique (CNN), qui va contribuer, selon les organisateurs de ces assises, au développement du numérique en RD Congo.

Il faut relever que le recensement est une opération qui consiste à collecter (grouper, évaluer, analyser et diffuser) des données démographiques, économiques et sociales se rapportant, à un moment donné, à tous les habitants d'un pays ou d'une partie bien déterminée d'un pays. Pour rappel, la RD Congo avait 13,5 millions d'habitants en 1958. Une population congolaise qui a augmenté rapidement, passant de 21,6 millions en 1970 à 30,7 millions en 1984.

A cette dernière date a eu lieu l'unique recensement scientifique de la population réalisé dans le pays. Depuis lors, pendant près de 30 ans, les chiffres de la population utilisés proviennent de projections établies par l'Institut National de la Statistique (INS), à partir des données de ce recensement scientifique ».

Au total, et ne tenant pas un compte trop excessif des nuances fines des différentes positions, l'on a assisté en deux jours à une avalanche de critiques sur le processus électoral, émises par un chœur où l'on trouve aussi bien Martin Fayulu que Félix Tshisekedi et Jaynet Kabila. Ces derniers remportent d'ailleurs le prix de la « crique qui tue » car le corps électoral doit être correctement connu et identifié. Là où, comme en RDC, le dernier recensement remonte au Déluge, ce recensement doit avoir lieu avant que l'on n'envisage d'organiser des élections .

Va-t-on donc vers des lendemains qui chantent ? Tous les espoirs sont-ils soudainn, permis ? Ou y aurait-il un « loup » embuqué quelque part ?

La Rdc au Conseil exécutif de l'Association mondiale des Organisations de gestion des élections



Le Rapporteur de la CENI, Jean Pierre Kalamba Mulumba Ngalula

Voilà peut-être où il se cache !

La Rdc a été admise au Conseil exécutif de l'Association mondiale des Organisations de gestion des élections au cours de l'ouverture de la 4ème assemblée générale de cette structure, à Bangalore au Sud de l'Inde.

La République démocratique du Congo fait désormais partie du Conseil exécutif de l'Association mondiale des organisations de gestion des élections dans la zone Afrique centrale qui

regroupe les délégués des organisations de gestions des élections (OGE) d'une centaine de pays de tous les continents.

Elle a été désignée au cours de l'ouverture de la 4ème assemblée générale de cette structure, à Bangalore au Sud de l'Inde.

La présidence a été confiée à l'Inde. Tandis que la vice-présidence revient à l'Afrique du Sud, le secrétariat général à la Corée du Sud.

Ainsi conformément aux prescrits de la charte de l'A-Web, l'Afrique du Sud accueillera en 2021 la 5ème session de l'assemblée générale de l'association mondiale des organisations de gestion des élections.

Le Rapporteur de la CENI, Jean Pierre Kalamba Mulumba Ngalula qui représentait à ces assises le président de la CENI, Corneille Nangaa Yobelua, a remercié les participants pour ce choix porté sur la Rdc et pour le choix porté sur la Rdc notamment, à cause notamment de son expérience en matière de constitution du fichier électoral et dans le cadre des Nouvelles technologies de l'Information et de la communication (NTIC) dont L'A- WEB est promotrice de la machine à voter.

Il a en outre rappelé que la Rdc a déjà abrité à Kinshasa l'Ecole de formation électoral en Afrique centrale (EFEAC).

Au cours de cette rencontre organisée dans la salle des conférences du TAJ West End Hôtel, les pays membres de l'A-WEB ont lu les différents rapports et autres propositions d'amendement qui ont été unanimement approuvés.

Sunil Arora, le nouveau président de l'A-Web, qui est aussi président de la Commission électorale de l'Inde, Sunil Arora, s'est dit honoré que son pays ait été choisi pour accueillir ces travaux.

Question : s'agit-il là d'une manœuvre pour redorer le blason de la Ceni et se prolonger son impunité?



L'immeuble de la Ceni © kasaidirect.net



JUSTICIA Asbl

Organisation congolaise de promotion et de défense des droits de l'homme et du droit international humanitaire, adresse : 94 avenue Adoula coin des usines Commune Lubumbashi, Katanga /RDC, Tél : ,+243994075131, 243 818050488 E-mail :justicia.asbl@gmail.com, Site web : www.justiciahumanrights.org

COMMUNIQUE DE PRESSE N°007/JUST/2019

LE BUREAU DE LA CENI NE DEVRAIT PAS EFFACER LES DONNEES INFORMATIQUES SUR LES MACHINES A VOTER

RDC, Lubumbashi, le 03 septembre 2019, JUSTICIA Asbl, une organisation de promotion et de protection des droits de l'homme basée en République Démocratique du Congo, est informée du déploiement dans les 145 territoires que compte la RDC de plus ou moins 300 agents de la Commission Electorale Nationale Indépendante, CENI, en sigle, revêtus de deux mandats, l'un apparent et l'autre caché.

En effet, il y a peu la CENI a organisé un recrutement et une formation des agents spécialisés pour l'audit des opérations électorales, machines à voter et autres matériels ayant concouru à la tenue des élections de décembre 2018, mandat apparent ; ces agents déployés depuis le lundi 02 septembre 2019 dans toutes les provinces, ont été dotés des **cartes SD, flash ou clés USB contenant un programme de réinitialisation des machines à voter**, mandat caché.

Des sources concordantes renseignent que l'objectif de cette mission n'est pas de vérifier la fonctionnalité de toutes les machines à voter mais d'en écraser toutes les données qui s'y trouvent. Les 300 personnes toucheraient un per diem de 100 dollars par jour pour une mission de 10 jours, alors que la quasi-totalité des agents de la CENI, en dehors des membres du bureau national accusent désormais 2 mois d'arriérés de salaire.

Il convient de noter par ailleurs que l'équipe sortante de la CENI, dirigée par Monsieur Corneille NANGA, au regard des contestations manifestes lors des élections controversées de décembre 2018 marquées d'ailleurs par l'annulation des arrêts de la Cour de cassation pourtant susceptibles de non recours, éviterait de laisser les traces sur les données électroniques de ces élections ; lesquelles semblent être en contradiction avec les résultats officiels rendus publics.

JUSTICIA Asbl interpelle donc tous les agents de la CENI disséminés à travers les provinces et territoires de la RDC de ne laisser personne formater ces données qui ont une valeur d'archives. Elle prévient que toute personne qui serait utilisée pour cette sale besogne engagerait sa responsabilité personnelle et s'exposerait à des poursuites pénales.

C'est ici l'occasion pour JUSTICIA Asbl de réclamer avec insistance la réforme de la CENI et le remplacement des personnes arrivées enfin mandat.

Pour JUSTICIA Asbl, la future CENI devrait être une institution véritablement citoyenne, animée par des personnalités moralement éprouvées et n'appartenant à aucun courant politique.

Fait à Lubumbashi, le/04/09/2019

Rappel : Les 7 conditions à défaut desquelles une élection sera NULLE.

L'élection est un processus complexe, une machine aux multiples rouages, et il faut que chacun de ceux-ci fonctionne impeccablement pour que l'élection puisse être valable. Si un seul de ces rouages est défectueux ou grippé, cela met à néant la validité de tout le processus et les élections sont nulles.

Schématiquement, ces conditions sont au nombre de sept:

1 - Le corps électoral doit être correctement connu et identifié. Là où, comme en RDC, le dernier recensement remonte au Déluge, ce recensement doit avoir lieu avant que l'on n'envisage d'organiser des élections .

2 - L'organisation pratique et matérielle des élections doit être confiée à une institution neutre et apolitique. C'est actuellement un point d'achoppement en RDC.

3 - Lorsque l'obstination d'un Président, jamais élu comme en RDC, ou simplement arrivé en fin de mandat, rend une Transition indispensable, celle-ci ne peut être présidée que par une personne consensuelle et qui s'engage à ne pas être candidate.

4 - La certification des résultats doit être confiée à un pouvoir judiciaire parfaitement indépendant.

5 - Toutes les opérations, depuis les bureaux de vote jusqu'à la proclamation finale, doivent être parfaitement transparentes, soumises à l'observation, tant des témoins désignés par les candidats que des observateurs nationaux ou internationaux. En particulier, les opérations électroniques doivent être, soit évitées, soit soumises à une surveillance particulièrement scrupuleuse. (Même si elles ne concernent que la transmission des résultats des bureaux locaux au bureau central. Le souci affiché de « gagner du temps » peut cacher une intention de gagner l'élection... en trichant).

6 - Les élections doivent être organisées par ordre d'importance croissante : régionales et locales, d'abord, provinciales et législatives ensuite, présidentielle en fin de parcours.

7 - Là où, comme en RDC depuis les élections de 2011, l'on vit sous un régime illégitime, il ne saurait être question d'impunité. Il faut des enquêtes sérieuses pour déterminer les causes et origines des irrégularités, qu'on punisse les responsables, qu'on les écarte définitivement de toute responsabilité électorale et qu'on en tire les conséquences quant aux futures élections. Il aurait dû y avoir une protestation générale des démocrates de tous les partis, car un démocrate ne saurait accepter que son candidat gagne par la fraude, la corruption et le mensonge.

Il est indispensable que TOUTES ces conditions soient réalisées EN MEME TEMPS. Sans quoi l'on s'expose aux pires aventures telles celles dont la RDC donne, pour son malheur, le triste exemple à l'Univers entier. Dans ce pays, en effet, aucune de ces sept conditions n'a jusqu'ici été respectée.

L'on pourrait ajouter une huitième condition aux sept énumérées ici : le soutien ferme et sélectif de la « communauté internationale » aux démocraties en construction. Mais cela ne dépend pas des pays africains eux-mêmes.

Côte d'Ivoire

Un nouveau gouvernement à un an de la présidentielle⁴



Le président ivoirien Alassane Ouattara a nommé mercredi 4 septembre 2019 un nouveau gouvernement sans grand changement, dominé par sa formation politique et marqué par la création d'un ministère de la Sécurité et de la protection civile, à un an de la présidentielle de 2020 en Côte d'Ivoire.

La nouvelle équipe gouvernementale comprend 41 ministres contre 36 dans le précédent gouvernement et sept secrétaires d'Etat contre cinq.

Le général Vagondo Diomandé, ex-chef d'état-major particulier de la présidence ivoirienne, occupe désormais le nouveau ministère de la Sécurité et de la protection civile.

Le ministère de l'Économie change de titulaire : Adama Coulibaly devient le nouveau ministre de l'Économie, en remplacement d'Adama Koné, nommé ministre auprès de la présidence de la République chargé des Affaires économiques et financières.

Mamadou Sangafowa Coulibaly, ministre de l'Agriculture pendant une dizaine d'années quitte son poste, remplacé par Kobenan Kouassi Adjoumani, auparavant ministre des Ressources animales et halieutiques.

Le remaniement intervient en plein débat sur la nouvelle commission électorale de Côte d'Ivoire, censée organiser la présidentielle de 2020.

La crédibilité de la CEI est jugée cruciale en vue de la présidentielle de 2020 qui s'annonce tendue, dix ans après la crise post-électorale ivoirienne, qui s'était soldée par plus de 3.000 morts après le refus du président Laurent Gbagbo d'admettre sa défaite face à l'actuel chef d'Etat, Alassane Ouattara.